

Un secteur agro-industriel privé établissant un lien entre les producteurs agricoles et les consommateurs peut être un moteur de croissance majeur pour les secteurs agricole et rural non agricole. Par contre, une trop grande concentration d'agro-industries peut réduire leur efficacité et leurs impacts en termes de réduction de la pauvreté. Un meilleur climat de l'investissement pour les petites et moyennes entreprises peut augmenter la compétitivité. Des partenariats secteur public-secteur privé ciblés et les initiatives privées de responsabilité sociale sont les instruments adéquats pour promouvoir la participation des petits exploitants.

L'agro-industrie constitue le maillon non agricole dans les chaînes de valeur agroalimentaires. Elle fournit des intrants au secteur agricole et relie ce dernier aux consommateurs à travers la manipulation, la transformation, le transport, la commercialisation et la distribution d'aliments et autres produits agricoles.<sup>1</sup> Il existe donc de grandes synergies entre l'agro-industrie et la performance de l'agriculture en tant qu'instrument de développement. Une agro-industrie dynamique et efficace stimule la croissance agricole. Et un lien solide entre l'agro-industrie et les petits paysans peut réduire la pauvreté rurale.

L'agro-industrie représente une part importante et croissante du produit intérieur brut (PIB) dans les pays en développement (cf. figure D.1). Bien que la part de l'agriculture dans le PIB baisse de 40 % à moins de 10 % à mesure que le PIB par habitant augmente, l'agro-industrie (y compris le commerce des produits agricoles et les services de distribution) augmente généralement pour passer de moins de 20 % à plus de 30 % du PIB, avant de diminuer au

fur et à mesure que les économies s'industrialisent (sa part du PIB est de 13 % aux États-Unis).<sup>2</sup>

L'agro-industrie englobe une variété d'agroentreprises privées, dont la plupart sont de petite taille, situées dans les villes de marché rurales et exploitées par des ménages qui ont souvent le travail salarié et l'agriculture comme autres sources de revenus.<sup>3</sup> Les moyennes et grandes agroentreprises sont principalement situées dans les zones urbaines en raison des besoins liés aux économies d'échelle et à l'infrastructure. Les grandes entreprises sont souvent dirigées par des multinationales issues de fusions verticales ou horizontales.<sup>4</sup>

Influencée ces dernières années par les changements dans la demande du consommateur et les innovations technologiques et institutionnelles accélérées, la structure de l'agro-industrie a radicalement évolué et sa performance s'est fortement dynamisée. Deux défis majeurs doivent être abordés dans le cadre du rôle que l'agro-industrie joue pour le développement : les forces du marché ne garantissent pas la compétitivité,

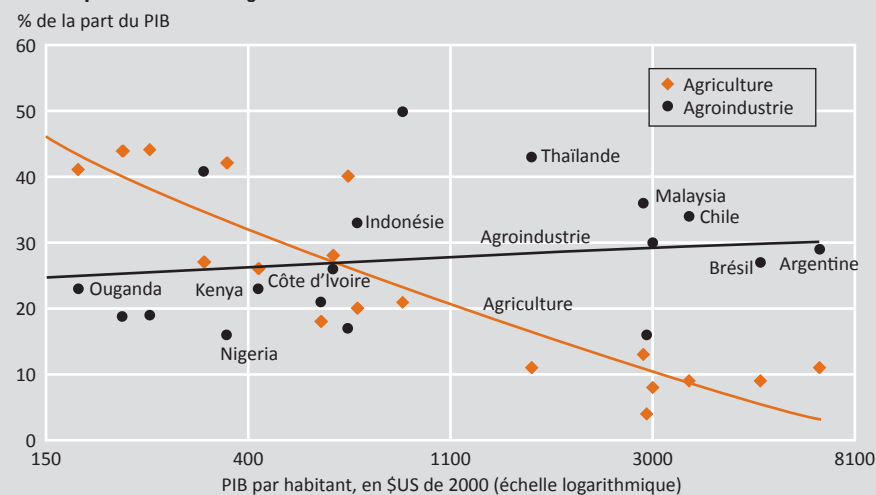
pas plus qu'elles ne garantissent la participation des petits exploitants, qui sont toutes deux essentielles pour établir le lien entre la croissance agricole et le développement. Pour ces raisons, la promotion de la compétitivité et le renforcement de la participation des petits exploitants sont deux priorités du programme visant à mettre l'agriculture au service du développement (cf. chapitre 10). Ces deux éléments se complètent mutuellement, des petites et moyennes agroentreprises compétitives dans les zones rurales seront capables de relier les petits exploitants aux chaînes de valeur et à la demande urbaine.

### La révolution agro-industrielle : y a-t-il des options ?

#### Une concentration croissante dans le secteur agro-industriel

Propulsées par les gains engrangés grâce aux économies d'échelle et à la mondialisation de la chaîne alimentaire, les agroentreprises multinationales dominent de plus en plus le secteur agro-industriel et ce, tout au long de la chaîne de valeur. Elles fournissent des intrants, comme les pesticides, semences et technologies de culture génétique, produits par des entreprises qui ont fusionné horizontalement et verticalement en un petit nombre de compagnies multinationales (cf. tableau D.1). Sur le plan du marketing, quelques multinationales se sont fortement diversifiées, ajoutant à leurs spécialités (les semences, fourrages et engrais) la manipulation et la transformation d'édulcorants et de biocarburants. Les entreprises de transformation d'aliments s'intègrent en amont pour la manipulation des produits primaires et en aval pour la distribution de détail. Cette dernière s'est vue transformée par la « révolution des supermarchés » (cf. chapitre 5). Les chaînes d'approvisionnement nationales, régionales et mondiales ont été radicalement transformées, contournant les marchés traditionnels où les petits exploitants vendent leurs produits aux marchés et négociants locaux. Les supermarchés contrôlent 60 à 70 % des ventes alimentaires

Figure D.1 Les parts relatives de l'agriculture et de l'agro-industrie dans la variation du PIB à mesure que les revenus augmentent



Sources : Équipe RDM 2008, données de Jaffee (1999) cité dans World Bank (2003f) et de Pryor & Holt (1999).

Note : L'agro-industrie inclut la valeur ajoutée des industries liées à l'agriculture et des services de distribution. Les données concernent l'Argentine, le Brésil, le Cameroun, le Chili, la Côte d'Ivoire, le Ghana, l'Inde, l'Indonésie, le Kenya, la Malaisie, le Mexique, le Nigeria, la République de Corée, l'Afrique du Sud, la Tanzanie, la Thaïlande, l'Ouganda et le Zimbabwe.

Tableau D.1 Fournisseurs principaux d'intrants agricoles et concentration croissante

Company	Produits agrochimiques		Semences		Biotechnologie	
	Ventes 2004 (millions de \$)	Part de marché (%)	Ventes 2004 (millions de \$)	Part de marché (%)	Nombre de brevets aux É.-U. <sup>a</sup>	Part des brevets (%)
Monsanto	3 180	10	3 118	12	605	14
Dupont/Pioneer	2 249	7	2 624	10	562	13
Syngenta	6 030	18	1 239	5	302	7
Bayer Crop Sciences	6 155	19	387	2	173	4
BASF	4 165	13	—	—	—	—
Dow Agrosiences	3 368	10	—	—	130	3
Limagrain	—	—	1 239	5	—	—
Autres	7 519	23	16 593	66	1 425	34
Secteur public	—	—	—	—	1 037	24
Concentration du marché <sup>b</sup>						
CR4 (2004)	60		33		38	
CR4 (1997) <sup>c</sup>	47		23			

Sources : UNCTAD, 2006b ; International Seed Federation sur <http://www.worldseed.org>. a : Nombre de brevets américains de biotechnologie agricole délivrés entre 1982 et 2001. b : La concentration du marché est mesurée par le ratio de concentration CR4, qui indique la part de marché des quatre plus grandes firmes participant au marché. c : Fulton & Giannakas, 2001. — = non disponible.

en Argentine et au Brésil, et se développent rapidement en Chine, en Inde et dans les zones urbaines d'Afrique. Cela dit, si ces tendances à la fusion dans l'agro-industrie sont présentes depuis des années dans les pays industrialisés, elles sont en passe de devenir pratique courante également dans les pays en développement.<sup>5</sup>

En 2004, la part de marché des quatre plus grandes compagnies de produits agrochimiques<sup>6</sup> et de semences (soit le ratio de concentration du top 4, ou RC4) a atteint 60 % pour les produits agrochimiques<sup>7</sup> et 33 % pour les semences, venant respectivement de 47 et 23 % en 1997.<sup>8</sup> et 33 % pour les semences, venant respectivement de 47 et 23 % en 1997.<sup>9</sup> Il est généralement admis que, lorsque le RC4 d'une industrie dépasse les 40 %, la compétitivité du marché commence à diminuer,<sup>10</sup> et le fossé s'élargit entre ce que le consommateur paie et ce que le producteur reçoit pour son produit.<sup>11</sup>

La forte concentration dans l'agro-industrie multinationale est particulièrement évidente pour le café, le thé et le cacao. On estime que le café est produit par 25 millions d'agriculteurs et d'ouvriers agricoles et pourtant les négociants internationaux et torréfacteurs affichent des RC4 respectifs de 40 et 45 %. Quant au nombre de consommateurs, il est estimé à quelque 500 millions.

La proportion du prix au détail retenue par les pays producteurs de café – le Brésil, la Colombie, l'Indonésie et le Vietnam se partageant 64 % de la production mondiale – est passée d'un tiers au début des années 1990 à 10 % en 2002 tandis que la valeur des ventes au détail a doublé. Des concentrations

similaires sont observées dans la chaîne de valeur du thé, dans laquelle trois multinationales contrôlent plus de 80 % du marché mondial. Le cacao affiche un RC4 de 40 % pour les négociants internationaux, 51 % pour les broyeurs de cacao et 50 % pour les confiseurs. La part de la valeur ajoutée revenant aux pays en développement a diminué d'environ 60 % en 1970-72 à environ 28 % en 1998-2000.<sup>12</sup>

La concentration agrandit l'écart entre les prix mondiaux et intérieurs dans les marchés de produits pour le blé, le riz et le sucre, qui a plus que doublé entre 1974 et 1994. La principale raison de l'accroissement de ces écarts est la position dominante des entreprises multinationales.<sup>13</sup>

#### **Équilibrer l'investissement privé et la compétitivité**

Elaborer et mettre en œuvre des politiques pour favoriser la concurrence dans le secteur agro-industriel n'est pas chose aisée, chaque mesure ayant ses avantages et ses inconvénients. Les besoins administratifs feront augmenter les coûts de transaction, les risques commerciaux et politiques et les opportunités d'activités de maximisation de la rente. Les interventions protégeant les acteurs faibles du marché pourraient faire plus de tort que de bien – les consommateurs, petites exploitations agricoles et petites entreprises pourraient être pénalisées si les entreprises privées freinent des quatre fers ou décident de répercuter sur eux la hausse des coûts de transactions. Mais le soutien au développement des agroentreprises peut augmenter la compétitivité en favorisant l'entrée des petites et moyennes

entreprises (PME) et en facilitant l'inclusion des petits exploitants.

#### **Le développement des petites et moyennes agroentreprises**

Deux approches complémentaires peuvent être suivies pour appuyer le développement des agroentreprises à des fins d'augmentation de la compétitivité et de la participation. La première consiste à améliorer le climat de l'investissement pour induire l'entrée d'investisseurs privés, en particuliers les PME. Des enquêtes sur le climat de l'investissement rural en Indonésie, au Nicaragua, au Sri Lanka et en Tanzanie indiquent que le manque de moyens financiers, d'infrastructure et de services publics et commerciaux en milieu rural est particulièrement contraignant.<sup>14</sup> La seconde approche consiste à cibler les goulots d'étranglement, en particulier dans les chaînes de valeur.

#### **Améliorer le climat de l'investissement**

Les quatre principales composantes du climat de l'investissement peuvent toutes servir. La première est la mise en place d'un solide macro-environnement sur le plan de la politique. La seconde est la fourniture tant de biens publics que d'infrastructure. La troisième est la mise en place d'un cadre légal et réglementaire qui favorise la concurrence, l'intégrité commerciale et les pratiques loyales. La quatrième est l'accès aux services financiers privés, aux structures de partage des risques et aux services ayant pour vocation le développement des entreprises.

Les règles et réglementations ayant trait aux droits de propriété intellectuelle, aux

### ENCADRÉ D.1 *L'ouverture des marchés d'exportation aux petits producteurs de cacao bio dominicains*

Le Business Linkages Challenge Funds (BLCF) du Department for International Development (DFID) octroie des subventions de partage des coûts afin de promouvoir les jumelages, le développement du marché et des impacts positifs pour les petits producteurs. En 2002, en République dominicaine, une subvention du BLCF, doublée par le secteur privé, a financé pendant deux ans un projet de production de chocolat bio qui a renforcé la compétitivité des petits producteurs en obtenant un prix plus élevé et plus stable pour leur produit. De fortes relations ont été créées en amont et aval de la chaîne de valeur, ainsi que de nouveaux liens entre l'as-

sociation des petits producteurs de cacao et les acheteurs européens. Le projet a également renforcé la qualité du produit, qui est entré sur de nouveaux types de marchés pour les producteurs de cacao fin. Ces investissements ont payé un différentiel de 405 \$ par tonne aux planteurs de petite échelle, généré une augmentation de 25 % de l'emploi, favorisant les femmes, propagé les technologies de l'informatique et d'Internet à travers les communautés et augmenté le pouvoir d'achat – toutes ces retombées contribuant à réduire la pauvreté.

Source : [www.businesslinkageschallengefund.org](http://www.businesslinkageschallengefund.org).

conditions d'emploi, aux contrats et aux normes de produits affectent également la rentabilité des agroentreprises et la répartition des bénéfices engendrés par le développement de l'agro-industrie. Les barrières à l'entrée pour l'établissement de relations d'affaires sont particulièrement rédhitoires pour les petites entreprises, qui sont davantage pénalisées par un accès insuffisant à la finance et les compétences lacunaires en affaires.<sup>15</sup>

#### **Éliminer les goulots d'étranglement**

Les armes dont disposent les petites et moyennes agroentreprises pour s'attaquer aux goulots d'étranglement englobent les subventions de contrepartie, les fonds de défi dans les partenariats secteur public-secteur privé, l'accès préférentiel à la finance, les garanties d'emprunt partielles, les allègements fiscaux et l'assistance lors de la formation des réseaux agro-industriels. Dans le cadre du développement de petites agroentreprises en milieu rural, les efforts se sont souvent concentrés sur les interventions directes plutôt que sur l'amélioration du climat de l'investissement, qui pourrait pourtant avoir des impacts plus grands et plus durables. La raison à ceci est que les ministères de l'agriculture ne sont pas compétents pour les questions relatives au climat de l'investissement, tandis que les ministères des finances n'ont qu'un intérêt

limité pour les chaînes de valeur des zones rurales.<sup>16</sup>

Le recours à des subventions de contrepartie en vue de promouvoir l'agro-industrie est l'objet d'un débat car elles ont été assimilées à des distorsions de marchés et au favoritisme et parce qu'elles ne favorisent pas toujours des PME axées sur la croissance. Néanmoins, elles ont connu une certaine réussite dans l'augmentation de la capacité des petits paysans à entrer dans les chaînes de valeur (encadré D.1). Les subventions de contrepartie sont, si possible, à utiliser dans le cadre de débouchés qui impliquent des coûts initiaux. La surveillance par une commission indépendante d'examen par les pairs est essentielle pour assurer l'équité et la transparence.

#### **La responsabilité sociale des entreprises**

L'inclusion des petits exploitants dans les chaînes de valeur agroalimentaires peut également s'opérer par le biais d'initiatives, dans le secteur agro-industriel, qui ont d'autres motivations que le simple profit. Les agroentreprises, au niveau mondial, peuvent mettre à profit leurs ressources et leur expertise pour aider à développer des chaînes de valeur agroalimentaires et promouvoir la participation des petits paysans. De plus en plus, certaines grandes entre-

prises s'impliquent dans des projets qui ne servent pas que leurs intérêts commerciaux mais engendrent également des bienfaits sociaux, qui profitent le plus souvent aux plus pauvres. Ces activités peuvent prendre différentes formes selon les gains économiques qu'elles génèrent mais consistent principalement en des partenariats secteur public-secteur privé dont le moteur est le secteur privé.

A une extrémité se trouvent les programmes qui engendrent des bénéfices sociaux sans valeur à but lucratif pour l'entreprise, même s'ils peuvent stimuler le développement du marché sur lequel celle-ci est présente. Un exemple : les programmes de distribution de lait et de développement des produits laitiers dans les écoles sponsorisés par le Food for Development Office de TetraPak, qui a l'objectif d'améliorer l'état sanitaire et les performances scolaires des enfants tout en créant une demande pour les produits laitiers et en promouvant la participation des petits exploitants.<sup>17</sup>

A l'autre extrémité, on retrouve les programmes qui dégagent d'importants bénéfices pour les populations pauvres, tout en permettant aux entreprises d'atteindre le seuil de rentabilité et de réinvestir les excédents. C'est le cas, par exemple, du projet de production de yaourt du groupe Danone en coopération avec le groupe Grameen au Bangladesh. Ce projet développe les prêts et l'assistance technique aux petits paysans pour les aider à acquérir des vaches laitières et investit dans une usine de transformation pour produits laitiers pour répondre aux besoins nutritionnels locaux et créer de l'emploi dans la transformation et la distribution.<sup>18</sup>

Entre ces deux extrémités se trouvent des partenariats secteur public-secteur privé qui peuvent être avantageux pour les investisseurs mais ne pas être immédiatement rentables. En Indonésie, la multinationale Mars Corporation investit, avec le secteur public et des bailleurs de fonds, dans un programme visant à promouvoir une offre durable pour un cacao de qualité, en payant des primes aux petits exploitants afin qu'ils favorisent celle-ci dans leurs cultures.<sup>19</sup>